

En Afghanistan, les femmes en liberté surveillée

M le magazine du Monde | • Mis à jour le | Par [Frédéric Bobin](#) (Kaboul, envoyé spécial)



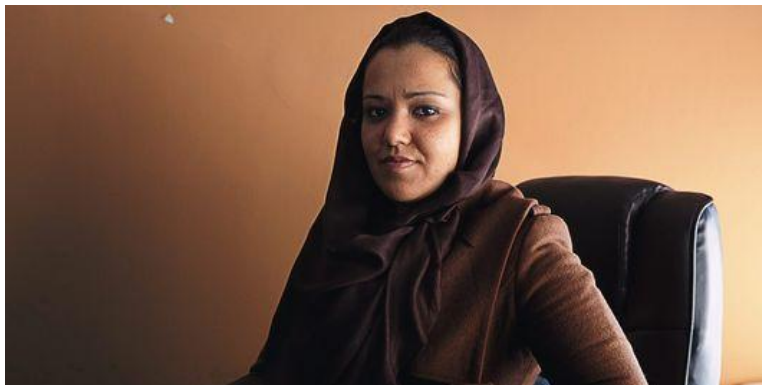
Elle est assise sur ses rangiers tandis que la maquilleuse lui noircit les sourcils au crayon. Les caméras sont déjà à l'affût. Le tournage va démarrer. Zohal Sajjadi ajuste sa tenue de camouflage tigrée de kaki et de brun. Sa frange de jais glisse sous son châle de soie bleu. La jeune comédienne campe une héroïne de la série « *The Defenders* » (défenseurs) diffusée sur la chaîne Tolo TV, la plus audacieuse du nouveau paysage audiovisuel afghan. Elle y interprète le rôle d'une policière de choc, membre des forces spéciales. « *Il faut y aller maintenant, il faut y aller* », s'exclame Tarique Qayumi, le réalisateur de l'épisode, un Afghano-Canadien au crâne dissimulé sous un bonnet de laine. Zohal Sajjadi écarte gentiment le fusain de la maquilleuse, empoigne son fusil d'assaut et se dresse sous la voûte grêlée d'impacts.

Tel un spectre drapé de fauve, elle erre ainsi dans la pénombre silencieuse des ruines du palais de Darulaman (« demeure de la paix »). De facture néoclassique, le château à l'abandon – il fut bâti par le roi modernisateur Amanullah dans les années 1920 – est juché sur une butte au sud-ouest de Kaboul. Ratatiné par la mitraille des guerres d'antan, le vestige royal n'en finit pas d'exposer son marbre fantôme, pathétique allégorie d'un Afghanistan avorté. Les chiens errants, les gamins des rues et quelques tagueurs échouent parfois sous les arches lépreuses. La série « *Defenders* » a intronisé Zohal en célébrité du petit écran. Jouer la policière d'élite traquant les mafieux et les narcotrafiquants n'est pas anodin en Afghanistan. C'est un acte de bravoure. Mieux : une pétition politique. Zohal ne cache rien de son message. « *Je veux prouver, à travers ce rôle, que les femmes sont capables d'accomplir les mêmes tâches que les hommes* », clame-t-elle. La jeune Afghane se rêve en modèle social. Femme publique et justicière en tenue de combat : le symbole est puissant.

TANGIBLES MENACES

Mais pareille audace ne va pas de soi en Afghanistan. Une partie de sa famille – un oncle et des cousins – la désavoue. Zohal a commencé sa carrière à Tolo TV comme simple secrétaire. Puis on lui a proposé de doubler en dari les séries étrangères diffusées par la chaîne. Tant qu'elle ne laissait transparaître que sa voix, la famille ne trouvait rien à y redire. Les choses se sont gâtées quand elle est devenue comédienne, endossant de surcroît des tuniques martiales. « *Ils m'accusent de porter atteinte à l'image de la famille en m'affichant ainsi sur un écran, rapporte-t-elle. Ils me disent que ce n'est pas le rôle d'une fille.* » On la met aussi en garde contre une éventuelle réaction des talibans aux yeux desquels la seule idée d'une femme en uniforme est une hérésie. Zohal prend le risque au sérieux. Avant, elle sortait aisément dans la rue le visage découvert, châle bien noué sous le menton.

« Désormais, je me voile également le bas du visage, soupire-t-elle. Car je sens un danger. »



Par son ambivalence même, l'histoire de Zohal résume le sort des femmes dans l'Afghanistan d'aujourd'hui, coincées entre d'indéniables progrès et de tangibles menaces. A moins d'un an du départ complet du contingent des troupes de combat de l'OTAN, fin 2014, l'inquiétude monte à Kaboul dans les cercles de femmes attentives à sauver les acquis de la reconstruction post-2001. Ces avancées résisteront-elles à la démobilisation des opinions publiques étrangères, atteintes – comme leurs gouvernements – du syndrome de la « fatigue afghane » ? Seront-elles épargnées par le réveil des factions ultraconservatrices au sein même du régime installé par l'Occident au lendemain du renversement de l'ex-régime taliban (1996-2001) dans la foulée du 11-Septembre ? Ne risquent-elles pas de faire les frais de la « réconciliation » avec les insurgés talibans – ceux-là mêmes qui avaient interdit aux filles d'étudier et aux femmes de travailler quand ils étaient au pouvoir – que chacun estime inévitable afin de solder une guerre sanglante déjà longue de douze ans ?

A l'heure où l'Occident s'apprête à baisser le rideau sur l'Afghanistan, un nouveau conflit est en train de mûrir, non plus militaire mais idéologique. Une farouche bataille entre les défenseurs des gains de liberté post-2001 et les conservateurs sur le retour qui estiment que l'Afghanistan est allé trop loin dans l'« occidentalisation ». Et les femmes sont au coeur de ce choc à venir.

ACQUIS INCONTESTABLES

Les « acquis » de la condition féminine engrangés depuis 2001 sont incontestables. Alors que le bilan de douze années de présence internationale est pour le moins controversé – guerre, corruption, gaspillage, rebond de l'opium... – la promotion des droits des femmes est l'un des rares succès à porter au crédit de la « reconstruction ». Certes, les progrès sont limités aux grandes villes et n'ont touché que superficiellement l'arrière-pays rural, notamment le Sud pachtoune, mais nul ne les tient pour insignifiants. A l'Assemblée nationale, 27,7 % des députés sont des femmes (soit un taux supérieur à la moyenne mondiale de 21,7 %). Et celles-ci commencent à s'imposer dans des positions de pouvoir : une présence multipliée par quatre dans la police (par rapport à 2007) et par trois dans la justice (par rapport à 2003).

Dans l'enseignement, c'est encore mieux : 40 % des élèves du primaire et du secondaire sont des filles. A Kaboul, une scène, touchante, est devenue quotidienne : des marées de gamines inondent les rues à l'heure de la sortie des écoles, jusqu'à provoquer des embouteillages. Parfois un vieillard enturbanné accompagne sa petite-fille, la prenant par la main le long des murs en torchis qui segmentent la capitale. Ainsi se dévoile une société afghane très différente de celle qui émergeait en 2001 des griffes du régime taliban. Présentatrice vedette de 1 TV, une chaîne dont le tiers des journalistes est constitué de femmes, Aisha Ilyad le dit très explicitement : « Ma famille est aujourd'hui fière de moi alors qu'elle était au début très hostile à l'idée que je m'expose publiquement. Les mentalités évoluent. »



La députée Fawzia Koofi, qui fut rejetée à sa naissance par sa mère parce qu'elle était une fille, le

confirme : « *La société s'est transformée, il sera difficile de revenir en arrière.* » « *Je ne vois pas comment on pourrait accepter de s'évanouir dans l'obscurité comme avant 2001* », enchérit Wazhma Frogh, directrice de l'ONG Women Peace and Security Research Institute. Fille d'un général ayant servi l'ex-régime communiste, Wazhma Frogh s'est forgé une conscience civique dans l'exil des camps de réfugiés au Pakistan. Elle sait trop le chemin parcouru depuis douze ans.

MALAISE PALPABLE

Mais voilà : le malaise est palpable face à un avenir de plus en plus incertain. La perspective d'un dialogue politique avec les talibans suscite une profonde méfiance chez les femmes rencontrées à Kaboul. La mémoire de l'ostracisme vécu sous leur régime demeure intacte. « *Seront-elles sacrifiées pour la future paix ?* », interroge Sonia Eqbal, directrice d'une agence de relations publiques et présidente du mouvement des jeunes réformateurs. Imagine-t-on en effet les talibans déposer les armes et intégrer les institutions sans exiger en échange des concessions idéologiques, en particulier sur leur propre lecture de la charia (loi coranique) ? « *Tout devient très fragile, nous sommes désormais sur la corde raide* », grince Diana Saqeb, documentariste et auteure de nombreuses productions sur les droits des femmes en Afghanistan.

Déjà, la pression commence à se faire sentir. Comme si la transition en cours libérait des forces en embuscade. Le nombre de cas de violences contre les femmes a augmenté de 24,7 % durant les six premiers mois de l'année 2013 par rapport à la même période de 2012, selon les données recueillies par l'Afghanistan Independent Human Rights Commission. Parmi les assassinats emblématiques de ces



derniers mois figurent ceux de la lieutenant Islam Bibi, en juillet, la policière la plus haut gradée de la province méridionale du Helmand, puis en septembre de son successeur, la lieutenant Negar. L'avertissement est on ne peut plus explicite.

« *La montée de la violence contre les femmes est une réaction des conservateurs face à l'irruption de celles-ci dans des domaines d'activité jusque-là réservés aux hommes* », explique Najlla Habibyar, directrice de l'Agence d'Afghanistan de promotion des exportations et figure de la nouvelle génération de femmes à des postes de commandement. Plus celles-ci s'affichent dans l'espace social, plus elles deviennent des cibles. Il suffit de voir Najlla Habibyar donner des instructions à son équipe de collaborateurs masculins dans son vaste bureau pour comprendre que quelque chose a changé en Afghanistan. Et c'est cela qui dérange. « *Un jour, raconte-t-elle, un inconnu m'a appelée au téléphone et m'a mise en garde : "Faites attention à vous, vous feriez bien de vous inquiéter".* »

La députée Fawzia Koofi a, elle, été visée par deux tentatives d'assassinat. La dernière date d'à peine un mois. « *Les services secrets afghans m'ont informée qu'un commando d'une trentaine de talibans est à Kaboul pour m'assassiner*, soupire-t-elle dans un sourire triste. *C'est angoissant, il m'arrive de ne pas en dormir la nuit, mais cela fait partie de ma vie.* »

Si les talibans incarnent une menace extrême, l'adversité peut aussi émaner de l'intérieur du système politique en place à Kaboul. Sur le papier, il n'est pas fondamentaliste. Coalition hétérogène forgée par le président Karzaï avec l'aval de la communauté internationale, qui le subventionne généreusement, il mêle, au gré d'alliances tactiques, libéraux, islamistes, technocrates, ex-chefs de guerre, ex-royalistes et ex-communistes. Un point d'équilibre avait été trouvé et le régime semblait plutôt éclairé, en tout cas sur la question des femmes. Or le vent est en train de tourner. Désireux de ne pas apparaître comme une « marionnette » de l'Occident vendue à l'Amérique, Hamid Karzaï se rapproche de forces ultraconservatrices dont l'idéologie n'est pas éloignée de celle des talibans. « *Sur le plan personnel, Hamid Karzaï est quelqu'un d'ouvert mais il est maintenant politiquement*

entouré d'extrémistes », se désole Fawzia Koofi. « J'ai rencontré dans l'administration des hauts fonctionnaires ou des juges qui sont pires que les talibans », s'indigne Wazhma Frogh.

VIGILANCE QUI S'ÉMOUSSE

Ce courant ultraconservateur ne se cache plus. Il s'agite désormais au Parlement, inspirant nombre de tentatives de remise en cause des droits acquis. Ainsi de la suppression en mai à la Wolesi Jirga (Assemblée nationale) de la disposition de la loi électorale allouant aux femmes un quota de 25 % de sièges dans les conseils provinciaux. Il a fallu une contre-offensive des parlementaires femmes pour que le quota soit réimposé, abaissé à 20 %.

Autre exemple : les conservateurs ont fait capoter l'adoption d'une loi sanctionnant les violences contre les femmes introduite à l'Assemblée nationale par Fawzia Koofi. La législation existait déjà, sous forme de décret, depuis 2009, mais la députée souhaitait en consolider la base juridique en lui donnant force de loi. Mal lui en a pris. Durant le débat en séance publique, les élus défenseurs de la charia sont montés au créneau pour fustiger une loi « anti-islamique ». La virulence des échanges a été telle que le projet a été retiré, laissant un goût de défaite dans les milieux éclairés de Kaboul désormais sur la défensive. Et de triomphe chez les conservateurs du régime en plein réveil. « *Les éléments antidémocrates montrent leur vrai visage, souligne Fawzia Koofi. Ils se préparent déjà à la perspective d'un retour des talibans au pouvoir.* »

Abdul Sattar Khawasi est l'une des personnalités en vue de cette faction. On le rencontre dans son bureau du Parlement, un ensemble de bâtiments ternes cernés de hauts murs hérissés de barbelés. Pour y entrer, le visiteur doit montrer patte blanche à une enfilade de check-points. Turban gris-bleu et barbe fournie, Abdul Sattar Khawasi porte un veston passé sur son salwar kameez (tunique traditionnelle bouffante). Dans un moelleux fauteuil de cuir, il a l'air sûr de lui, de son bon droit. Il n'hésite pas longtemps avant de dévoiler son courroux à la première évocation de la loi sur les violences contre les femmes.

« *Certaines dispositions de la loi sont contre la charia, assène-t-il. La loi a été écrite en Amérique. Nous n'acceptons que ce qui est conforme à notre loi islamique. Nous ne pouvons tolérer ces influences occidentales qui perturbent notre société.* » Prétendant évidemment lui aussi défendre les droits des femmes, il lâche : « *Que se passera-t-il si une femme porte plainte contre son mari pour ce qu'elle estime être un comportement violent ? Le mari divorcera. Et aucun autre homme ne voudra ensuite se remarier avec elle. Est-ce cela le droit des femmes ?* » Qu'espérer d'un avenir afghan où ce point de vue réactionnaire ne rencontre plus qu'une molle résistance ?



« *Le grand danger, c'est que le gouvernement de M. Karzaï ne croit pas sincèrement dans les valeurs des droits de l'homme et des droits de la femme, déplore la documentariste Diana Saqeb. Il fait semblant car il a besoin des financements de la communauté internationale.* » Et cette communauté internationale qui avait jadis si généreusement embrassé la cause des Afghanes –

jusqu'à faire d'elles l'argument de l'intervention militaire de l'OTAN –, qu'en dit-elle ? Les femmes de Kaboul ont la fâcheuse impression que, là aussi, la vigilance s'émousse. « *Quand nous allons voir les diplomates occidentaux à Kaboul pour les alerter, s'indigne Fawzia Koofi, ils nous répondent qu'ils feront de leur mieux mais qu'ils ne peuvent s'ingérer dans les affaires intérieures afghanes.* » Et une autre députée, Sahera Sharif, professeure de littérature et fondatrice d'un club de poétesses, de lancer ce cri du coeur : « *Nous n'aurions pas acquis nos droits actuels sans le rôle joué par la communauté internationale. S'il vous plaît, ne nous laissez pas tomber !* »

[Frédéric Bobin](#) (Kaboul, envoyé spécial) Journaliste au Monde